

CHAPITRE II La mondialisation [35-56]

DES ÉTATS DE L'APRÈS-GUERRE À LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

§1. Après la Seconde Guerre mondiale, aussi bien dans les nouveaux pays créés sur les ruines du système colonial que dans les pays communistes et la plupart des pays occidentaux, on vit apparaître des États volontaristes qui cherchaient à créer une nation nouvelle, à redresser une économie détruite par la guerre ou encore à améliorer rapidement les conditions de vie des travailleurs.

§2. Le *Welfare State*, institué en Grande-Bretagne en 1943 par le plan Beveridge, était assurément très différent de la Sécurité sociale française, créée en 1945, mais, dans ces deux cas comme dans tous les autres, la figure centrale de la vie économique et sociale était bien l'État, à la fois parce qu'il était le seul à détenir les ressources suffisantes pour impulser une politique économique et parce qu'au lendemain de la guerre, les bouleversements sociaux et nationaux exigeaient que soient profondément transformées les lois et la définition même de la vie politique.

§3. L'État intervint donc dans tous les domaines (économique, social et culturel), souvent de manière autoritaire, mais, dans le cas de la plupart des pays occidentaux, avec [35] la volonté d'associer à la reconstruction économique de profondes réformes sociales et une transformation de la conscience nationale. En Europe, pendant longtemps, se maintiendra l'espoir de réussir un développement économique plus soucieux des problèmes sociaux que ne l'était le modèle américain. Michel Albert a ainsi opposé le capitalisme rhénan, c'est-à-dire de type allemand, dans lequel la cogestion et le rôle des syndicats occupent une place importante, au capitalisme anglo-saxon, dont les objectifs sont exclusivement économiques. Et ce n'est qu'à la fin du siècle que le capitalisme rhénan apparaîtra comme un handicap plus qu'une force motrice face au triomphe des marchés internationaux et à la rapidité d'action des décideurs libéraux.

§4. En fait, tous les aspects économiques de cet interventionnisme de l'État entrèrent plus au moins vite en décadence, surtout dans les pays qui ne disposaient pas d'une bonne administration publique et où la corruption était active. Mais, jusqu'au début du xxie siècle, s'est maintenue dans certains pays l'idée que la nationalisation des activités économiques est d'une importance vitale pour le progrès du pays. En France, en particulier, il s'est créé une conception quasi religieuse des nationalisations, et lors de la grande grève de 1995, on entendit encore, parmi les cheminots et leurs amis, exalter l'État comme porteur des valeurs universelles face à une bourgeoisie qui ne défendrait que des intérêts particuliers.

§5. Malgré ces résistances, le nouveau mode de modernisation, fondé sur la libre entreprise et le rôle central du marché dans l'allocation des ressources, s'est vite installé partout. C'est ainsi que le contrôle et la régulation de l'économie s'appuient de moins en moins sur des objectifs ou des normes étrangères à l'économie. Tout au long du dernier quart du xxe siècle, l'État interventionniste a été presque partout (et presque complètement) remplacé à la [36] fois par un État qui cherche avant tout à attirer les investissements étrangers et à faciliter les exportations nationales, et par des entreprises qui s'intègrent de plus en plus dans des ensembles transnationaux et sont associées à des réseaux financiers qui, appuyés sur de nouvelles techniques mathématiques, peuvent tirer des profits importants de la circulation des informations en temps réel. Ces rapides transformations sont la conséquence directe d'une internationalisation de la production et des échanges qui vont aboutir à la globalisation de l'économie.

§6. Notre propos n'est pas de décrire en détail cette globalisation, cette mondialisation de l'économie, mais il faut la situer en termes historiques afin de pouvoir comprendre ses effets sur la désagrégation des sociétés contemporaines.

§7. Revenons donc sur la période qui s'est ouverte au milieu des années soixante-dix jusqu'à la chute du mur de Berlin, et a pris fin avec l'attentat qui a détruit les tours du World Trade Center à New York. Cette période avait commencé avec la crise du pétrole, autrement dit après un déplacement massif de ressources venues du Japon et de l'Europe occidentale en direction des pays pétroliers, qui placèrent leurs réserves dans des banques de New York afin de générer des intérêts, ce qui témoignait déjà d'une forme de globalisation de l'économie. Depuis un tiers de siècle au moins, malgré l'agressivité du camp soviétique au début de la période, le monde occidental a pris une avance considérable dans presque tous les secteurs de la vie industrielle et économique, où les États-Unis ont acquis une position de plus en plus dominante. Une vision économique de l'histoire s'est alors imposée, conférant de plus en plus d'importance aux facteurs économiques et technologiques du changement social. La mondialisation des marchés, la croissance des entreprises transnationales, la formation de réseaux (*networks*) dont Manuel Castells a bien souligné l'importance capitale, et la nouvelle efficacité d'un système [37] financier capable de transmettre les informations en temps réel, la diffusion par les mass media, par la publicité et par les entreprises elles-mêmes de biens culturels de masse le plus souvent américains, tous ces faits, maintenant bien connus de tous, ont créé cette globalisation caractérisée à la fois, aux yeux de nombre d'analystes, par un élargissement rapide de la participation aux échanges internationaux et par l'emprise d'un grand capitalisme dont les centres de décision sont le plus souvent américains. Et le monde, en effet, semble désormais quadrillé par une extension presque sans limite du modèle américain.

§8. Pourtant, dès le début, les écologistes soulignèrent l'impossibilité d'une généralisation de ce modèle, et rapidement des protestataires se manifestèrent dans toutes les parties du monde, tandis que se multipliaient les soulèvements contre les États-Unis. Plus récemment, les graves conséquences de la crise boursière, déclenchée par une forte spéculation sur les valeurs technologiques, ont accentué la défiance à l'égard des grandes entreprises qui sont apparues moins comme l'avant-garde de la modernisation que comme les agents d'une spéculation effrénée, ou comme des sources d'enrichissement direct pour leurs dirigeants. Au tournant du siècle, les mouvements anticapitalistes en vinrent à dominer une partie importante de l'opinion, et à induire une capacité de mobilisation massive des salariés et des consommateurs mécontents. On vit ainsi se former un important mouvement d'opposition contre la globalisation, qui choisit vite de changer son nom, pour mieux faire entendre que son objectif était de construire un autre type d'organisation mondiale (altermondialisation). [38]

UN CAPITALISME EXTRÊME

§9. Si le thème de la globalisation a acquis une importance politique centrale, c'est pour une raison qui n'est pas économique mais idéologique : ceux qui ont chanté le plus fort la gloire de la globalisation ont en effet voulu imposer l'idée qu'aucun mode de régulation sociale ou politique d'une économie mondialisée n'était plus ni possible ni souhaitable, puisque l'économie se situait à un niveau mondial et qu'il n'existait pas d'autorité capable d'imposer des limitations à l'activité économique à ce niveau-là. L'idée même de globalisation portait en effet en elle la volonté de construire un capitalisme extrême, libéré de toute influence extérieure, exerçant son pouvoir sur l'ensemble de la société. C'est cette idéologie d'un capitalisme sans limites qui a suscité tant d'enthousiasme et tant de contestation.

§10. La longue histoire des capitalismes nationaux est profondément liée à l'histoire générale de chaque pays. Il n'en va plus de même aujourd'hui, car les seules institutions puissantes au niveau mondial, les banques et surtout le Fonds monétaire international ou l'Organisation mondiale du commerce, cherchent à imposer une logique économique aux États et non pas des objectifs sociaux et politiques aux acteurs économiques. Pendant de longues années, cet enthousiasme pour la globalisation a été contesté surtout par les défenseurs d'intérêts locaux ou nationaux et de productions qui avaient besoin de la protection nationale pour garantir leur existence dans la

concurrence mondiale. Les agriculteurs européens et nord-américains, par exemple. Malgré tout, l'Organisation mondiale du commerce s'est renforcée de manière décisive quand la Chine en est devenue membre. Et les résistances locales se sont largement fondues dans un mouvement planétaire d'opposition à la fois au capitalisme « global » et à la puissance [39] américaine qui est son principal appui. Le forum de Porto Alegre en a été le haut lieu.

§11. Certains pensent que l'affaiblissement ou la décomposition des sociétés et des États nationaux constituent des étapes vers la formation d'une vie politique et culturelle autant qu'économique au niveau mondial. Cette idée n'est-elle pas conforme à ce que nous constatons depuis longtemps, à savoir la constitution d'ensembles sociaux de plus en plus vastes ? À cet égard, la formation des États nationaux, imposant leur pouvoir à des seigneurs ou à des collectivités locales, villes ou monastères, a été assez longue et tumultueuse pour que nous soyons préparés à ce que l'élaboration d'une société mondiale soit lente et difficile mais tout aussi inéluctable.

§12. Personne ne saurait écarter une telle hypothèse, mais lorsque nous cherchons à définir une période plus limitée, c'est dans une direction opposée que nous nous sentons portés : non vers la formation d'une société mondiale, mais vers la dissociation croissante des mécanismes économiques, qui fonctionnent au niveau mondial, et des organisations politiques, sociales et culturelles qui n'agissent qu'à une échelle plus réduite, perdant toute capacité d'interaction avec le niveau mondial. De sorte que ce qu'on appelait *société* éclate, puisqu'une société est définie par l'interdépendance dans le même ensemble territorial des secteurs les plus divers de l'activité collective. La mondialisation de l'économie n'entraîne-t-elle donc pas nécessairement le déclin de l'État national, et par conséquent une dérégulation de plus en plus massive de l'économie ?

§13. Ces rapides indications nous permettent de dégager les principales implications culturelles et sociales de la globalisation. La plus manifeste est la formation d'une société de masse dans laquelle les mêmes produits matériels et culturels circulent dans des pays de niveaux de vie et de traditions culturelles très variés. Ceci ne signifie nullement [40] la standardisation générale des consommations et l'« américanisation » du monde entier. On voit au contraire se mêler divers courants contraires. Le premier d'entre eux est l'influence culturelle exercée par les grandes entreprises de consommation et de loisirs : Hollywood est bien l'usine à rêves du monde entier. Mais on constatera aussi qu'elle ne fait pas disparaître pour autant les productions locales. Car on assiste, d'un autre côté, à la diversification de la consommation dans les pays les plus riches. À New York, Londres ou Paris, il y a plus de restaurants étrangers qu'autrefois, et l'on peut y voir davantage de films en provenance d'autres pays du monde. Enfin, on assiste aussi à une résurgence de formes de vie sociale et culturelle traditionnelles ou nourries par la volonté de sauver une culture régionale ou nationale menacée. Mais partout, comme un effet de ces tendances opposées, s'accélère le déclin des formes de vie sociale et politique traditionnelles et de la gestion nationale de l'industrialisation.

§14. Le cas le plus visible est celui des syndicats. En France, par exemple, la syndicalisation du secteur privé est devenue très faible, surtout dans les petites et moyennes entreprises. Le syndicalisme anglais, dominé par le syndicat des mineurs et la gauche, a été vaincu par Madame Thatcher et ne s'est pas relevé de cette défaite. Aux États-Unis, où le taux de syndicalisation est plus élevé, les syndicats ont peu d'influence et l'époque de Walter Reuther et du grand syndicat de l'automobile est bien loin de nous.

§15. Pendant les années 1980-1990, alors que déclinait puis se brisait l'empire soviétique, le thème de la société de l'information et de la communication, à partir du développement d'Internet et des réseaux financiers, s'imposa à l'opinion mondiale. Période assez courte mais décisive, pendant laquelle la guerre et les impérialismes apparurent privés de sens par la fin de la lutte entre les deux blocs et l'affaiblissement de ce qu'on nommait le tiers-monde. La pensée [41] sociale accorda une importance centrale à l'analyse d'un nouveau type de société, aux contours plus larges que la société industrielle ou post-industrielle, et même que la société de l'information, qui avait été définie par les technologies qui formaient ce que Georges Friedmann avait appelé

une nouvelle révolution industrielle. Ce type de pensée était aussi d'une nature différente de celle qui avait présidé aux analyses centrées sur l'affrontement du capitalisme et du socialisme, ou sur les problèmes de la dépendance de bien des pays à l'égard d'un pouvoir de décision extérieur.

§16. La société de l'information a été créée par des entrepreneurs d'un nouveau type, enthousiastes, et portés par une nouvelle conception de la société. C'est le cas du groupe Linux, formé en Californie par de véritables chevaliers (ou moines!) de l'informatique, qui élaborera une morale, celle de l'*enjoyment*, opposée au puritanisme si bien décrit par Max Weber, et qui joue à une autre échelle le rôle qui avait été celui des saint-simoniens en France au début de l'industrialisation. Cette société de l'information se construit sur un nouveau mode de connaissances, de nouveaux investissements et une représentation transformée des objectifs du travail et de l'organisation sociale.

LA RUPTURE DES SOCIÉTÉS

§17. S'agit-il d'ailleurs vraiment d'une nouvelle société ? Dans les types antérieurs de société, le mode technique de production était inséparable d'un mode social de production. Dans la société industrielle, l'organisation du travail, telle qu'elle fut définie par Taylor puis par Ford, consistait à transformer le travail ouvrier pour obtenir le meilleur profit possible, et le travail au rendement, qui fut si répandu, était avant tout une forme extrême de domination de classe. Le [42] monde de l'information est au contraire purement technologique, c'est-à-dire que ses techniques sont socialement neutres et n'ont pas par elles-mêmes de conséquences sociales inévitables. Est-ce à dire qu'il n'y a plus ici de rapports de domination ? Non, bien sûr. Mais les conflits de classes, si l'on peut encore les nommer ainsi, se situent désormais au niveau de la gestion globale, surtout financière, plutôt qu'au niveau du travail et de l'organisation de la production. La société industrielle était fondée sur l'usine ou l'atelier; et c'est à ce niveau aussi qu'étaient apparus les syndicats, avec leurs revendications, leurs grèves et leurs négociations collectives. L'image que suggère la globalisation est celle de réseaux d'informations et d'échanges qui peuvent n'avoir pratiquement aucune existence matérielle, et la transformation des entreprises au cours des vingt dernières années a souvent consisté à externaliser des secteurs de production, à fragmenter, donc à réduire, la taille des entreprises dans des proportions considérables. L'image devenue classique d'un noyau central de l'entreprise constitué de « manipulateurs de symboles », comme les nomme Reich, fait bien comprendre la perte d'importance des travailleurs « productifs ».

§18. Les grands conflits se forment désormais autour de l'orientation du changement historique, de la modernisation. Pour reprendre une distinction importante, les mouvements sociaux formés dans un type de société sont remplacés par des mouvements historiques qui répondent à un type de gestion du changement historique. La globalisation est, il faut le répéter, une forme extrême de capitalisme qui n'a plus de contrepois. La lutte des classes disparaît donc, non pas parce que les relations entre employeurs et salariés seraient devenues pacifiques, mais parce que les conflits se sont déplacés des problèmes internes de la production vers les stratégies mondiales des entreprises transnationales et des réseaux financiers. [43]

§19. Les mouvements opposés à la globalisation consacrent l'essentiel de leur temps à critiquer la politique des États-Unis et des pays les plus riches, tout en essayant de donner une forme à de très nombreux mouvements de base constitués dans divers pays; mais ils n'ont pas su proposer jusqu'à présent une analyse générale des conflits qui se formeraient au niveau mondial.

§20. Le mouvement écologique est dans une situation analogue; il défend la nature, la terre; il attaque ceux qui détruisent l'environnement, et il défend l'idée d'un *développement durable*, c'est-à-dire les intérêts de ceux qui sont trop loin, dans l'espace ou dans le temps, pour se faire entendre. Mais il se heurte à la résistance des États et n'a obtenu que des résultats limités.

§21. La notion de classes sociales s'est imposée à l'époque où les diverses catégories de salariés, à commencer par celle des ouvriers, étaient avant tout définies par des rapports sociaux vécus dans le travail. Quand on parle de globalisation, c'est de catégories générales qu'il faut se servir et celle

de classes ne l'est pas assez. C'est d'ailleurs de l'humanité ou de générations futures qu'on entend le plus souvent parler, ou encore des nations pauvres plutôt que d'une catégorie socialement définie. La définition de l'acteur historique n'est plus donnée en termes sociaux mais dans un vocabulaire d'une autre nature, mettant plus directement en cause la dignité de certains individus, les conditions de survie de la planète ou la diversité des cultures. Les notions proprement sociales, comme celle de classe sociale, perdent de leur force d'explication et de mobilisation.

§22. Le rôle dominant du marché, de la concurrence et des coalitions d'intérêts, sans oublier la corruption, n'est pas une nouveauté. Et si l'on parle de « néo-libéralisme », c'est bien parce que la fin du XIX^e siècle avait été dominée par le libéralisme, avant que le syndicalisme et les partis « ouvriers » n'introduisent de nouveaux modes de régulation [44] de l'économie par l'État, et des éléments de protection sociale pour tous ainsi que la redistribution du revenu. Ce qui est nouveau, c'est que la concurrence n'oppose plus des pays comparables, comme c'était le cas quand la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les États-Unis ou la France étaient en concurrence et en même temps passaient entre eux des accords économiques et politiques d'ouverture des marchés; elle oppose les pays riches, et plus ou moins sociaux-démocrates », à des pays où les salaires sont plus bas et les syndicats inexistantes (et où il existe, à l'occasion, un vaste secteur de travail forcé). Or, il a été impossible jusqu'à présent de coordonner les politiques sociales et fiscales à l'intérieur de l'Union européenne. Cette nouvelle donne doit être acceptée. Il serait vain de croire qu'on peut élever des barrières autour d'une économie nationale. Une telle politique aurait - et a eu dans le passé - des conséquences très négatives. Les interventions de l'État ne doivent plus servir à maintenir en vie des entreprises non compétitives ou à apporter des garanties à certaines catégories sociales pour des raisons politiques et à rebours de toute rationalité économique. La résistance des pays européens à cette transformation est considérable, mais elle recule de plus en plus.

§23. Aucun problème politique n'est plus important pour ces pays, et ceux qui ont adopté un modèle social comparable, que la recherche d'un nouveau mode d'intervention politique, qui ne porte pas atteinte à la compétitivité mais protège néanmoins la population contre la brutalité d'une économie libérale sur laquelle la plupart des pays n'ont aucune capacité d'influence. La difficulté proprement politique de ce problème est démontrée par le nombre des gouvernements, dans bien des pays, qui s'y sont cassés les dents. Plus grande encore est la difficulté d'élaborer un ensemble d'interventions en faveur de ceux dont la personnalité se brise ou s'épuise face à des agressions répétées, et de ceux [45] qui ne peuvent plus trouver un emploi qui leur convienne. Et comme la protection sociale doit être renforcée en même temps que la lutte contre l'inégalité, il est difficile de fixer *in abstracto* l'ampleur du glissement budgétaire acceptable par une population qui aspire à mesurer les progrès accomplis.

§24. Ceux qui trouvent ces tâches trop difficiles à accomplir et souhaitent toujours davantage que l'État se contente d'apporter des aides à ceux qui en réclament déjà le plus conduisent leur pays à la chute. Il doit exister en permanence une forte tension entre la course à la créativité et à la compétitivité et l'effort visant à permettre au plus grand nombre possible d'habitants de chaque pays de construire sa vie et d'influer sur son environnement.

§25. Les entreprises européennes ont réalisé de grands progrès et se sont internationalisées ; mais l'effort des Européens en matière de création, de diffusion et d'application des connaissances reste insuffisant, et partout, à des degrés divers, on échoue à donner à chacun la possibilité d'être un acteur, bien préparé, protégé, informé et orienté, de la vie sociale. Il n'y a de solution ni dans le maintien de l'État-providence actuel ni dans l'acceptation d'un libéralisme sans limite. Seul le renouvellement de nos idées sur la société et ses transformations peut nous permettre de concevoir pleinement les politiques sociales qui permettront de dépasser l'État-providence en modifiant ses objectifs et surtout les modes d'intervention publique.

L'ALTERMONDIALISME

§26. Résumons-nous. La globalisation ne définit pas une étape de la modernité, une nouvelle révolution industrielle. Elle intervient au niveau des modes de gestion du changement historique. Elle correspond à un mode capitaliste extrême de modernisation, catégorie qui ne saurait être confondue [46] avec un type de société, comme la société féodale ou la société industrielle. Et la guerre, froide ou chaude, appartient à cet univers des concurrences, des affrontements, des empires, et non pas à celui des sociétés et de leurs problèmes internes, y compris de leurs luttes de classes.

§27. Autour du thème général de l'antiglobalisation, se regroupent une grande diversité de revendications qui voudraient converger dans un projet d'altermondialisation. Le succès du forum de Porto Alegre provient de ce qu'il a tenté de rassembler des mouvements sociaux et des courants d'opinion qui cherchent à donner un sens positif aux manifestations de Seattle, Göteborg, Gênes et bien d'autres qui avaient, avant tout, une fonction critique. Ainsi s'est organisé un mouvement aussi puissant que diversifié, qui défie les plus importants dirigeants de l'économie globale.

§28. Une vague de sympathie a accompagné les David défiants les Goliath de la finance internationale. Et l'état de l'économie, si souvent présentée comme une étape du progrès, apparaît maintenant aux yeux de beaucoup comme une construction mise au service des privilégiés et au détriment des plus pauvres. Si le mouvement antiglobal s'est rebaptisé altermondialiste, c'est, nous l'avons dit, pour indiquer clairement qu'il n'est pas contre l'ouverture mondiale de la production et des échanges et qu'il lutte pour une autre mondialisation, qui n'écraserait pas les faibles, les intérêts locaux, les minorités et l'environnement au seul profit de ceux qui détiennent déjà la richesse, la puissance et l'influence.

§29. Le mouvement altermondialiste occupe une place aussi importante aujourd'hui que le socialisme aux premières décennies de la société industrielle. L'un et l'autre luttent avant tout contre la direction capitaliste de l'économie et de la société. L'un et l'autre, par conséquent, ont attaqué et attaquent un mode de développement plutôt qu'un type de société défini par des formes de production, d'organisation [47] et d'autorité. Le mouvement altermondialiste en appelle à une gestion démocratique des grandes transformations historiques. Rôle qui est et restera différent de celui du syndicalisme dans la société industrielle, qui fut un mouvement social d'importance centrale dans un type de société donné. Mais la faiblesse de l'altermondialisme, qui est aussi manifeste que son succès, provient de ce qu'il ne parvient pas à définir clairement au nom de qui, de quels intérêts ou de quelle conception de la société il lutte, de sorte qu'une certaine confusion s'instaure entre la défense de certains intérêts acquis et des revendications menées effectivement au nom des catégories les plus directement dominées. Inversement, ce serait une erreur de ne voir dans ce mouvement qu'un rassemblement lâche de groupes minoritaires. La même erreur avait été commise à propos du premier mouvement de défense du Larzac, qui n'était pas passiste, mais au contraire porté par des paysans innovateurs luttant contre l'extension improductive d'un camp militaire. Le mouvement altermondialiste est un élément central de notre époque, parce qu'il s'oppose directement à la globalisation en tant que prétention à éliminer toutes les formes de régulation sociale et politique de l'activité économique.

§30. Que dire, en conclusion de cette évocation de la globalisation, de cette période pendant laquelle elle a dominé la réalité économique et la pensée sociale ? Que nous sommes passés d'une période dominée par les problèmes structurels générés par un système socio-économique à une époque où c'est le triomphe du capitalisme, et donc d'un certain mode de gestion du changement historique, de modernisation, qui occupe la place centrale. Oui, tel est bien le sens principal de la globalisation. Il faut maintenant s'interroger sur ce qui a suivi le grand tournant de septembre. [48]

DE LA SOCIÉTÉ À LA GUERRE

§31. Il est plus difficile, mais encore plus nécessaire, de définir ce qui oppose cette courte période, que j'ai définie de manière imagée comme celle qui s'étend symboliquement de la chute du mur de Berlin à la destruction des tours du World Trade Center, à la grande rupture qui lui a mis fin et qui a fait triompher l'esprit de guerre. Contrairement à ce qui est encore souvent affirmé, la période de la globalisation est restée caractérisée par la circulation accélérée des biens et des services, mais aussi d'œuvres et de pratiques culturelles - et même de représentations sociales et politiques. Ce n'est plus la logique d'un type de société qui s'impose, mais ce n'est pas encore celle d'une croisade ou d'un empire. La période qui s'est définie avant tout par la globalisation a été dominée par le capital financier plus que par le capital industriel, ce qui a conduit à l'éclatement de la bulle technologique, mais elle a connu un mode de transformation du monde qui reste multilatéral. Les États-Unis ne se croyaient pas encore investis seuls du devoir de sauver le monde. Et ceux qui s'opposaient à la globalisation, tout en formulant de justes critiques, ne réalisèrent pas que c'est précisément pendant cette période que s'est affirmée la sensibilité multiculturelle. Or, dans la phase actuelle de la politique américaine, le multiculturalisme est abandonné. Il ne s'agit plus de comprendre l'autre et de reconnaître les différences entre le modèle culturel occidental et le modèle islamique, par exemple, mais de combattre l'islam - ou plutôt ceux qui font la guerre en son nom. La vague d'antiaméricanisme, qui n'a cessé de croître, surtout depuis le début de la deuxième Intifada et la guerre d'Irak, laisse trop souvent croire qu'il ne se produit aucun changement dans un monde totalement dominé par la puissance américaine. Au contraire, les changements sont profonds et rapides : une [49] vision civile est remplacée par une vision militaire. Pendant les années qui ont précédé 2001, les États-Unis - et par conséquent la plus grande partie du monde - qui vivaient dans une société dominée par les problèmes économiques et technologiques, et par la montée de nouveaux mouvements sociaux, en particulier le féminisme et l'écologie politique, avaient encore conscience de vivre une transformation globale du monde qui n'était pas entièrement dans les mains du gouvernement. La globalisation dégageait l'économie de tous les autres secteurs de la société, et la société était dominée par l'économie; les nouveaux guerriers n'étaient pas encore au pouvoir.

§32. Le passage d'une logique de la société, ou plus précisément du changement social, à celle de la guerre s'observe aussi du côté des islamistes. Les grands projets de fondation de républiques islamiques, dans l'esprit de ce qu'avait fait Khomeyni, échouent et sont abandonnés. Ceux qui préparent et exécutent l'attentat du 11 septembre sont des combattants dont l'objectif a changé : il est de détruire et de terroriser l'ennemi, comme le font les combattants palestiniens dans une logique qui a été (et est encore) celle des militants d'une cause nationale prêts à mourir pour la libération de leur pays.

§33. Même si nous ne percevons pas assez clairement le passage d'une logique à une autre, nous sentons fortement que nos catégories d'analyse de la vie sociale se décomposent rapidement, ne nous sont plus utiles. Nos problèmes intérieurs sont désormais commandés par des événements qui se produisent à un niveau mondial ou continental. Chacun de nous cesse peu à peu de se définir comme un être social. Bien avant que s'impose l'idée d'une guerre sainte, nous parlions déjà moins souvent des problèmes du travail et de la vie professionnelle. Ils étaient masqués par ceux de l'emploi, c'est-à-dire du non-emploi, du chômage et de la précarité. Et quand les salariés d'une usine que ses [50] propriétaires fermaient pour cause de délocalisation, bien qu'elle fit des bénéfices, se mettaient en grève, occupaient l'usine, barraient les rues ou menaçaient de tout faire sauter, les téléspectateurs s'émouvaient de leur malheur, mais ne s'associaient à aucune protestation.

§34. Nous avons découvert peu à peu que les événements, les conflits politiques, les crises sociales qui se produisent près de nous sont commandés par des événements lointains. Les circonstances locales ne portent pas vraiment le sens des événements qui s'y déroulent, bien que

la situation locale ajoute un sens secondaire à des événements qui s'expliquent avant tout au niveau mondial.

§35. Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous savons qu'il faut chercher l'explication des nouvelles locales au niveau du monde entier. Notamment avec la guerre froide et l'extension du régime communiste à l'immense Chine. Plus encore, au cours des dernières années, il est devenu évident que le lieu central des conflits mondiaux est le morceau de terre que se partagent Israéliens et Palestiniens.

UN MONDE GLOBALISÉ

§36. Nous vivons en France, plus que dans d'autres pays, les conséquences indirectes de cet affrontement, parce que Juifs et Arabes y forment des collectivités nombreuses. Ils ont longtemps vécu côte à côte dans un calme relatif, mais à partir de la seconde Intifada, qui a transformé les guérillas en luttes à mort, on a vu se constituer des « communautés » dans des quartiers et dans des lycées ; des injures et des sévices ont été échangés entre Juifs et Arabes. Les actes antisémites ont fortement progressé en nombre et en gravité, et une campagne d'opinion vigoureuse a été lancée en Amérique pour dénoncer l'antisémitisme qui renaîtrait en France, en agitant le spectre des campagnes menées naguère [51] contre le capitaine Dreyfus et en rappelant les lois antijuives de Vichy. Pourtant les attaques ont changé de nature : les allusions racistes sont devenues rares ; en revanche, les attaques contre Israël occupent une place dominante et les juifs sont accusés d'utiliser la Shoah qu'ils ont subie pour réprimer avec la plus grande violence le mouvement national palestinien. Pendant ce temps, de petits groupes néo-nazis s'attaquent aux sépultures juives et arabes.

§37. Comment ne pas voir que l'explication de l'antisémitisme en France, inséparable du racisme anti-arabe, se trouve à Jérusalem autant qu'à Paris ? C'est dans la guerre à mort qui déchire la Palestine qu'il faut chercher les raisons d'être d'un anti-israélisme qui porte directement en lui un antisémitisme renforcé par des thèmes issus de la réalité française, en particulier l'inégalité avec laquelle la France traite les Juifs et les Arabes. Et c'est presque uniquement contre les Arabes que se développe un racisme tempéré par le fait que l'anti-islamisme est avant tout culturel.

§38. L'attentat du 11 septembre 2001 à New York ne saurait, lui non plus, être réduit à sa dimension locale : il fut un défi, lancé par Al-Qaïda, à la puissance américaine, et la deuxième guerre d'Irak a renforcé de mois en mois cette interprétation : le monde islamique et les États-Unis s'affrontent et chaque camp peut frapper en n'importe quel point du globe.

§39. Mais c'est aussi cette situation qui a fait émerger l'action humanitaire, portée par le thème de la nécessaire ingérence dans les affaires d'un État qui viole massivement les droits fondamentaux d'une partie de sa population. Et, malgré la faiblesse de leurs moyens, c'est d'Amnesty International, de la Croix-Rouge, de Médecins Sans Frontières et de Médecins du Monde que nous recevons les meilleures informations sur les drames et les scandales qui agitent le monde, tandis que nos gouvernements semblent se noyer dans des [52] problèmes subalternes et que l'Europe elle-même paraît incapable d'intervenir au-delà de ses propres frontières.

§40. Comment traiter de l'idée de globalisation sans se référer à celle que l'on oppose le plus directement à elle, et qui a suscité tant de passion, celle du *choc des civilisations* tel que Samuel P. Huntington l'a exposé dans son livre, *Le Choc des civilisations* ? Alors que l'idée de globalisation suggère un monde dominé par des entreprises ou des réseaux économiques et financiers, vecteurs de biens, de services, de valeurs et d'intérêts, la théorie de S. Huntington recourt à la notion de civilisation, le mot étant employé au pluriel, c'est-à-dire en un sens très différent de celui que lui donnait la France du 18^e siècle, et qui correspond mieux à l'idée allemande de *Kultur*, pour soutenir que les conflits principaux du monde actuel engagent bien plus que l'économie et la politique : l'opposition d'ensembles globaux, surtout culturels et en particulier religieux, animés par des États qui ont une forte capacité de mobilisation.

§41. En fait, cette idée générale est appliquée à deux ordres de conflits assez différents. D'abord aux affrontements proprement culturels, sociaux et politiques à la fois, comme ceux qui déchirèrent la Serbie, la Croatie et la Bosnie. Ensuite aux conflits pour la domination du monde, comme celui qui a opposé l'Occident au bloc soviétique pendant la guerre froide, celui qui oppose les États-Unis à l'islam aujourd'hui, et celui qui les opposera demain à la Chine - à moins que celle-ci ne décide d'engager sans tarder sa puissance dans la lutte pour la domination du monde. Entre ces deux types extrêmes il existe des cas réputés « intermédiaires », ceux en particulier où l'essentiel de la lutte vise la conquête du pouvoir politique et où les cultures (et d'abord les religions) ne sont que des « ressources » mobilisées par les adversaires l'un contre l'autre.

§42. S. Huntington peint pour nous un monde multipolaire et [53] insiste sur le déclin de l'Occident qui a cru pendant longtemps qu'il jouissait du monopole de la modernité et de la puissance, et qu'il incarnait, à lui seul, l'idée d'universalisme. Sa thèse serait faible si elle se contentait de mettre en scène une lutte très inégale entre un empire central et des sociétés ou des États périphériques incapables de le défier véritablement. Huntington nous montre au contraire un Occident (c'est-à-dire les États-Unis) en perte d'hégémonie et menacé par la montée d'autres civilisations.

§43. Ceux qui placent la globalisation au coeur de la représentation du monde montrent à l'inverse que celui-ci est dominé par l'hégémonie américaine, puisque les réseaux mondiaux sont en très grande partie dans les mains des Américains. Et c'est contre eux que se sont formés les mouvements altermondialistes.

§44. L'opposition des deux thèses n'est si complète que parce qu'elles sont en partie complémentaires. Ce qui a valu à l'approche de Huntington un si vaste courant d'approbation, c'est qu'elle met en évidence le rôle de plus en plus central des appartenances et des croyances culturelles, et en particulier religieuses, dans des conflits que plusieurs générations d'analystes avaient essayé d'expliquer en termes purement économiques ou politiques. À cet égard, Huntington a sûrement raison de parler de l'Islam là où tant d'autres auteurs ne veulent entendre parler que du pétrole. Mais ces données culturelles sont impliquées dans des politiques et des luttes qui, elles, n'ont que faire des frontières des États. Al-Qaïda, en particulier, recrute, on le sait, des militants souvent fortement insérés dans les pays occidentaux. Ce n'est donc ni l'économie ni les civilisations qu'il convient de placer au centre de l'analyse mais les forces de mobilisation des ressources nécessaires à l'action politique.

§45. Il faut aller au-delà de cette première réflexion. Le monde politique est dominé par l'affrontement des États-Unis (et de ses alliés les plus fidèles), de l'Islam ou de ce qu'on [54] nomme tel. Qu'on l'accepte ou non, la thèse de Huntington appelle aujourd'hui une proposition plus positive sur les rapports de la religion et de la politique dans un monde qui vit et vient de vivre de grands conflits dont les acteurs se désignent eux-mêmes comme religieux. Est-ce sans raison que j'ai ouvert moi-même ce livre sur le coup de tonnerre du 11 septembre 2001 à New York et sur l'entrée du monde dans un état de guerre, qui, depuis lors, a pris de plus en plus la forme d'attentats et d'exécution d'otages qui nous propulsent en pleine barbarie et font obstacle à la compréhension des causes de ces combats, et à la recherche des solutions à leur apporter ?

§46. Pour progresser dans l'analyse, il nous faut retourner à notre point de départ qu'est la globalisation, en tant qu'elle signifie, au-delà de la mondialisation des échanges, la séparation entre l'économie et la société, séparation qui porte en elle la destruction de l'idée même de société. Nous avons vu se séparer la puissance objective des États-Unis et la résistance subjective, nationale, religieuse ou autre, de groupes ou de nations qui ne peuvent plus se défendre que subjectivement par l'appel à leur ethnicité ou à leur histoire. C'est quand cette subjectivité et cette exigence d'identité se développent dans un vide politique que les rapports entre les nations peuvent se réduire à une guerre entre des adversaires définis par leurs cultes, leurs religions ou leurs lois.

§47. Dans un passé déjà lointain, l'Iran de Khomeyni s'est attaqué aux États-Unis; on a vu de même, en Afghanistan, au Soudan et en Algérie en particulier, des groupes politiques islamistes créer ou tenter de fonder de nouvelles républiques islamistes. Mais après les années conquérantes sont venus les échecs, en particulier celui des Talibans en Afghanistan. Et les grandes entreprises politico-religieuses ont fait place à des conduites de guerre, à des attaques contre le pouvoir hégémonique américain, dont Al-Qaïda semble être l'agent principal. [55]

§48. Nous avons entendu, il y a cent ans, Lénine défendre l'idée du rôle de l'avant-garde révolutionnaire, puis vu naître, soixante ans après, l'idée du *foco*, forgée en Amérique latine, afin de mettre en valeur le rôle d'une avant-garde encore plus réduite - et encore plus coupée des « masses ». Aujourd'hui, nous avons affaire à une guérilla de kamikazes qui mènent des actions armées dont l'effet sur l'opinion est immense, mais qui ne se réfèrent à aucun projet religieux. Beaucoup d'entre ces terroristes autosacrifiés semblent être mus surtout par la haine de l'ennemi. Dans le cas palestinien, la composante religieuse du mouvement a été limitée (sauf au début du mouvement, quand était si important le rôle tenu par ces chrétiens influencés par le marxisme).

§48. L'histoire récente tourne donc le dos à la thèse de Huntington, mais n'est-ce pas toute l'histoire mondiale qui la rejette ? C'est aux XVI et XVIIe siècles que nous avons vécu des guerres de religion. Ensuite, la concurrence des États, les luttes économiques, les ambitions totalitaires ont inspiré des guerres où la religion n'a joué qu'un rôle secondaire, sauf lorsqu'on mettait en scène des peuples ou des nations qui cherchaient à conquérir leur indépendance, comme ce fut longtemps le cas de la Pologne. Bref, la thèse de Huntington, brillante et bien présentée, surgit au moment historique où elle s'applique le moins...